

Le mirage d'un État palestinien

Toutes les versions de cet article : [[English](#)] [français]

mardi 29 juillet 2025, par [ACHCAR Gilbert](#)

La reconnaissance par un nombre croissant de pays d'une entité hypothétique appelée « État de Palestine » est positive en termes d'impact symbolique. Mais dans les conditions présentes, ce ne saurait être plus qu'une version renouvelée de la vaste prison dans laquelle l'État sioniste confine le peuple palestinien dans les territoires occupés en 1967.

La reconnaissance par un nombre croissant de pays d'une entité hypothétique appelée « État de Palestine » est positive en termes d'impact symbolique quant à la reconnaissance du droit du peuple palestinien à un État, un droit que nient la plupart des composantes de l'establishment sioniste, en particulier la gamme des partis sionistes d'extrême droite qui gouverne actuellement Israël. Cependant, les significations et les implications de cette reconnaissance varient considérablement avec le temps.

Les pays qui ont reconnu l'État de Palestine à la suite de sa proclamation par le Conseil national palestinien, réuni à Alger en 1988, dans la foulée de la grande Intifada populaire dans les territoires occupés en 1967, ont soutenu ce qui était considéré à l'époque comme un épisode majeur dans l'histoire de la lutte palestinienne. C'est ainsi que cela fut perçu, en effet, même si la proclamation était en fait une déviation de l'Intifada de son cours initial. Yasser Arafat et ses collaborateurs à la tête de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) cherchaient à poursuivre l'illusion d'un « État palestinien indépendant » en mettant la pression populaire au service d'un processus de négociation diplomatique parrainé par les États-Unis. C'est ainsi que la proclamation de 1988 fut immédiatement suivie par l'acquiescement honteux d'Arafat à la condition que Washington lui avait imposée pour négocier avec lui. Il déclara publiquement avec grand bruit : « Nous renonçons totalement et absolument à toutes les formes de terrorisme » (déclaration réitérée lors d'une conférence de presse à Genève le 14 décembre 1988).

La proclamation d'un État à l'époque avait néanmoins le caractère d'un geste de défi et fut appuyée par les pays qui soutenaient effectivement le droit du peuple palestinien dans les territoires de 1967 à se libérer de l'occupation sioniste. Au total, 88 pays reconnurent l'État de Palestine nouvellement proclamé, dont presque tous les pays arabes (à l'exception du régime syrien d'Assad, qui était un ennemi acharné de la direction palestinienne), la plupart des pays d'Afrique et d'Asie (avec quelques exceptions naturelles, comme le régime d'apartheid en Afrique du Sud, allié de longue date de l'État sioniste), et les pays du bloc de l'Est dominé par l'Union soviétique. Dans une scission planétaire notable, aucun pays du bloc occidental, dirigé par les États-Unis, ne reconnut l'État de Palestine à l'époque, à l'exception de la Turquie, ni aucun pays d'Amérique latine, à l'exception de Cuba et du Nicaragua, les deux pays rebelles contre l'hégémonie de Washington.

Les reconnaissances se poursuivirent après 1988, englobant progressivement les autres pays d'Asie et d'Afrique – à quelques exceptions près (Cameroun et Érythrée, pour des raisons opposées) – et d'Amérique latine. Les premiers États membres de l'OTAN à reconnaître l'État de Palestine – en plus de la Turquie et des pays d'Europe de l'Est qui se trouvaient auparavant dans l'orbite de l'Union soviétique et l'avaient donc reconnu avant de rejoindre

l'alliance – ont été l'Islande en 2011 et la Suède en 2014. D'autres États membres de l'OTAN ne les suivirent dans cette voie que lorsque l'ampleur de la guerre génocidaire d'Israël dans la bande de Gaza devint évidente. La Norvège, l'Espagne et la Slovaquie ont reconnu l'État de Palestine en 2024, suivis par le reste des pays d'Amérique latine (le plus récent étant le Mexique cette année).

Jusqu'à ce que le président français annonce son intention de reconnaître officiellement l'État de Palestine en septembre prochain, lorsque l'Assemblée générale de l'ONU se réunira, toutes les puissances de l'Occident géopolitique – en particulier les États-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon et l'Australie – avaient refusé de le faire et le refusent encore aujourd'hui, invoquant divers prétextes, en particulier l'argument très hypocrite selon lequel cette reconnaissance pourrait entraver les efforts de paix. [Cet article a été écrit avant l'annonce conditionnelle par Keir Starmer que le Royaume-Uni reconnaîtrait lui aussi l'État de Palestine en septembre, à moins qu'Israël n'accepte un cessez-le-feu et une amélioration de la situation à Gaza.] La pression publique s'accroît dans ces mêmes pays au sujet du génocide en cours à Gaza, à un moment où le caractère délibéré du crime a atteint son apogée avec la présente famine organisée de la population de Gaza. Cela pourrait conduire à de nouvelles reconnaissances et a déjà conduit à une pression accrue sur Israël pour qu'il autorise l'entrée de l'aide alimentaire dans la bande de Gaza.

En réalité, ceux qui ont attendu qu'Israël commette les atrocités en cours au vu et au su du monde entier avant de reconnaître l'État de Palestine tentent principalement de dissimuler leur complicité tacite avec l'occupation sioniste de la Cisjordanie et de la bande de Gaza durant près de soixante ans. Le réveil de dernière minute du premier ministre britannique et du chancelier allemand, et leur décision de participer au largage aérien d'aide dans la bande de Gaza, effectué par la Jordanie et les Émirats arabes unis – une décision condamnée par les organisations humanitaires comme un acte symbolique inutile – ne méritent que du mépris, d'autant plus que les deux pays de l'OTAN mentionnés sont parmi les plus importants collaborateurs militaires de l'État sioniste après les États-Unis.

Ce qui devrait être évident, c'est que les efforts actuels pour établir un État palestinien, à l'instar de la conférence réunie à New York sous parrainage français et saoudien, ont maintenant un sens très différent de la reconnaissance de 1988. Cette année-là avait connu les meilleures conditions politiques que le peuple palestinien ait jamais connues depuis la Nakba de 1948. L'Intifada a suscité la sympathie populaire internationale et a provoqué une grave crise morale au sein de la société et de l'armée israéliennes. Elle créa les conditions pour le retour au pouvoir du Parti travailliste sioniste et sa conclusion des accords d'Oslo avec la direction Arafat, ce qui était inimaginable avant cette époque, bien que lesdits accords aient compris des conditions profondément iniques que Yasser Arafat accepta par pure délation.

Cependant, ce qui semblait être un État hypothétique mais réalisable en 1988, et même en 1993 (bien que le processus d'Oslo eût été voué à l'échec), est aujourd'hui moins réaliste qu'un mirage dans le désert. Il est probable qu'un dixième ou plus de la population de la bande de Gaza a été tué, et au moins 70 % des bâtiments de l'enclave ont été détruits, dont 84 % des bâtiments de la partie nord et 89 % des bâtiments de Rafah (selon une récente enquête géographique effectuée par l'Université hébraïque de Jérusalem). Alors, de quel type d'État palestinien parlent-ils ? Les plus généreux d'entre eux le voient comme régi par le cadre d'Oslo, qui a abouti à une Autorité palestinienne sous tutelle israélienne, dont la « souveraineté » nominale est limitée à moins d'un cinquième de la Cisjordanie, en plus de

Gaza. D'autres envisagent une entité encore plus limitée, après la reconquête par Israël de la majeure partie de la bande de Gaza et l'expansion des colonies sionistes en Cisjordanie.

Les conditions définies par le consensus national palestinien en 2006 (le « document des prisonniers ») comme exigences minimales pour l'établissement d'un État palestinien indépendant – à savoir, le retrait de l'armée et des colons israéliens de tous les territoires palestiniens occupés en 1967, y compris Jérusalem-Est ; la libération de tous les prisonniers palestiniens détenus par Israël ; et la reconnaissance du droit au retour et à des réparations pour les réfugiés palestiniens – ont été reléguées aux oubliettes en tant que revendications « extrémistes », alors qu'elles étaient à l'origine conçues comme des conditions minimales, exprimant une volonté de compromis. En vérité, toute entité palestinienne qui ignore ces conditions de base ne sera rien de plus qu'une version renouvelée de la vaste prison à ciel ouvert dans laquelle l'État sioniste confine le peuple palestinien dans les territoires de 1967, sur une étendue géographique de plus en plus réduite et une population qui continue de diminuer par suite du génocide et du nettoyage ethnique.

Gilbert Achcar

P.-S.

- Gilbert Achcar. 30 juillet 2025 :

<https://blogs.mediapart.fr/gilbert-achcar/blog/300725/le-mirage-d-un-etat-palestinien>

- Traduit de ma chronique hebdomadaire dans le quotidien de langue arabe, [Al-Quds al-Arabi](#), basé à Londres. Cet article est d'abord paru en ligne le 29 juillet. Vous pouvez librement le reproduire en indiquant la source avec le lien correspondant.

- Gilbert Achcar

Professeur émérite, SOAS, Université de Londres

Abonné·e de Mediapart

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.